

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL CARRIERES

Bouvate, Les Rennes
26600 Larnage

Références : 20251022-RAP-DACA1135
Code AIOT : 0006100631

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement DELMONICO DOREL CARRIERES implanté Bouvate, Les Rennes 26600 Larnage. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL CARRIERES
- Bouvate, Les Rennes 26600 Larnage
- Code AIOT : 0006100631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Larnage est autorisée par l'arrêté n°01-5886 du 07 décembre 2001 pour une durée de 20 ans prolongé pour 5 ans supplémentaires par l'arrêté du 06 avril 2020. Il s'agit d'une carrière de feldspath kaolinique couvrant une surface de 32 180 m². Le rythme moyen d'exploitation est de 20 000 t/an et le rythme maximal d'exploitation est de 48 000 t/an.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 7.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
13	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 2	Sans objet
2	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 2	Sans objet
6	Incendie	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 12	Sans objet
7	Bruits	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 14.1	Sans objet
8	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 15	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de Larnage exploitée par la société Delmonico Dorel est une carrière de petite taille exploitée uniquement pendant la période estivale, des conditions humides rendant l'exploitation impossible. Les points de non conformité portent sur l'absence de dalle étanche ou de rétention mobile pour le ravitaillement et le stationnement des engins et sur l'absence de rétention pour le grand récipient pour vrac (GRV) d'ADBLUE. Les analyses sur le rejet d'eaux de ruissellement au ruisseau étant difficiles à planifier, des analyses sont à prévoir au niveau du dernier bassin de décantation. L'exploitant doit également faire le point avec le service départemental d'incendie et de secours concernant la défense incendie du site. Enfin, une surveillance et un entretien au niveau de la clôture et du panneau d'information sont à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Désignation ICPE	Volume	Rubrique	Classement
Exploitation d'une carrière de feldspath kaolinique.	Superficie totale : 32 180 m ² Rythme moyen d'exploitation : 20 000 t/an Rythme maximal d'exploitation : 48 000 t/an	2510-1	Autorisation
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	Puissance installée : 607 kW	2515-1a	Enregistrement
Constats : Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREPE sont les suivantes : 2021 : 12 400 t 2022 : 13 200 t 2023 : 8 900 t 2024 : 11 700 t Pour ce qui concerne les installations de traitement, seul un crible mobile est utilisé. L'exploitant indique que sa puissance est très inférieure à 607 kW.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Profondeur limite d'extraction
Prescription contrôlée : [...] - la côte (NGF) limite en profondeur est de 204 m NGF ; [...]
Constats : Le plan d'exploitation mis à jour en février 2025 a été consulté. La cote minimale indiquée est de 212 m, conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. [...]
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté que la clôture trois fils avait été détériorée au nord-est, au niveau d'un chemin en limite avec la propriété privée voisine. L'exploitant a immédiatement procédé à une réparation rapide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une réparation plus durable est à prévoir et cette zone est à surveiller pour pouvoir être réactif en cas de nouvelle dégradation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 6.1
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de

l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau d'information est bien présent et dispose des informations requises. Il disparaît cependant derrière la végétation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser le débroussaillage nécessaire pour que le panneau d'information soit visible du public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 7.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le plan d'exploitation mis à jour en février 2025 a été consulté. Il fait apparaître, sur fonds de plan cadastral, les limites du périmètre ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres, les fronts, les cotes d'altitude des points significatifs, les constructions ainsi que certaines bornes. La carrière couvrant une faible superficie, aucune zone n'a été remise en état. Il dispose donc de toutes les informations attendues excepté pour certaines bornes qui ne sont pas indiquées et pour la marge de recul de 10 m avec la carrière voisine qui est erronée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour le plan d'exploitation en : <ul style="list-style-type: none"> • indiquant l'ensemble des bornes présentes ;

<ul style="list-style-type: none"> modifiant la limite des 10 m dans les zones limitrophes à la carrière voisine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
Constats : <p>Les engins et véhicules présents sur le site sont équipés d'un extincteur. Il a été demandé de voir l'extincteur présent dans la chargeuse. Celui-ci a fait l'objet d'une vérification en janvier 2025. Il avait précédemment été vérifié en février 2023 et avril 2024. À l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification périodique. Certains appareils étant manquants le 20/11/2024, ils ont été vérifiés le 09/01/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 14.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux de bruits	
Prescription contrôlée :	
[...]	
Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :	
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 19 heures sauf dimanches et jours fériés (jours)*
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

* Les travaux d'exploitation ne sont pas autorisés en dehors de cette période

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

[...]

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de mesures acoustiques date du 21/06/2019. Il a fait suite à des mesures réalisées le 13/06/2019.</p> <p>Les mesures acoustiques ont été réalisées en cinq points : un en limite de propriété et quatre dans les zones à émergence réglementée. L'ensemble des mesures respectent les valeurs limites.</p> <p>L'exploitant explique qu'en l'absence de modification des conditions d'exploitation et des emprises exploitées, il n'a pas fait réaliser de campagnes de mesures depuis 2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En cas de modification des conditions d'exploitation et lorsque l'exploitation débutera sur les parcelles intégrées par arrêté complémentaire du 06 avril 2020, une nouvelle campagne de mesures acoustiques sera à réaliser.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositions administratives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2001, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant de débuter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe, et simultanément à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières ont été renouvelées le 1er janvier 2022 et expirent le 31 décembre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement et entretien des engins de chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas de zone étanche pour le ravitaillement des engins ou leur stationnement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit mettre en place une aire étanche permettant de collecter une fuite ou des égouttures. Cette aire étanche doit être mise en place pour le ravitaillement des engins et leur stationnement.</p> <p>Cette zone étanche n'est pas forcément une dalle bétonnée et des aménagements type litière (bâche étanche recouverte de sable) peuvent avoir une efficacité équivalente.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des liquides susceptibles de créer une pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté un grand récipient pour vrac (GRV) d'ADBLUE qui n'était pas sur rétention. À l'issue de l'inspection, l'exploitant a fourni la fiche de données de sécurité du produit. Celui-ci n'est pas classé comme dangereux. Cependant l'article 6.2 Précautions pour la protection de l'environnement précise : Évitez la dispersion des matériaux déversés, ainsi que leur écoulement et tout contact avec le sol, les cours d'eau, les égouts et conduits d'évacuation. Informez les autorités compétentes en cas de pollution de l'environnement (égouts, voies d'eau, sol et air) par le produit.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le GRV d'ADBLUE doit être positionné sur une rétention adaptée au volume stocké.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées
Prescription contrôlée : I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;- la température est inférieure à 30 °C ;- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. [...]
Constats : Les eaux de ruissellement traversent plusieurs bassins par surverse de l'un à l'autre permettant ainsi la décantation. Le rejet dans le ruisseau se faisant également par surverse, il est délicat de programmer des campagnes d'analyses. L'exploitant ne dispose ainsi d'aucune analyse sur les eaux rejetées au milieu naturel. Des traces d'oxydes de fer sont présents dans un bassin amont mais ne semblent pas se retrouver à l'aval et dans le ruisseau. La visite de terrain a permis de constater l'absence de traces d'oxydes de fer dans la ravine à l'aval du rejet avant que celui ne rejoigne le ruisseau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à une analyse sur le dernier bassin avant rejet au milieu naturel. Du fait de la présence d'oxydes de fer au niveau des bassins de décantation, il serait également pertinent d'analyser la teneur en fer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en

tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;

-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;

-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;

-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;

-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;

-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets d'extraction du site. Celui-ci comporte bien les informations demandées par l'arrêté ministériel du 22/09/1994.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

[...]

Constats :

L'exploitant indique qu'il n'y a pas de poteau incendie à proximité. Il n'y a également pas de réserve d'eau sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'installation de traitement présente sur site est de faible importance. L'exploitant est invité à contacter le service départemental d'incendie et de secours pour connaître leurs attendus sur la défense incendie du site. A défaut, une réserve d'eau d'un volume de 120 m³ est à mettre en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois